

# Liberté pour Régis Debray !

Régis Debray vient d'être condamné à 30 ans de prison. Ce verdict n'a rien de surprenant. La sentence, dictée par des considérations qui n'ont rien à voir avec ce dont on accable l'accusé, était prévue d'avance.

A travers R. Debray, arrêté le 20 avril et détenu au secret pendant deux mois, c'est le gouvernement cubain qui était visé. Le but poursuivi est clair : faire croire à un complot fomenté de l'étranger, établir « l'ingérence » cubaine en Amérique latine et dénoncer ses activités subversives.

Depuis la conférence de l'O.E.A., le « dossier Cuba » grossit, les « preuves » s'accumulent, les « archives » sont destinées à justifier un jour (le problème pour les Etats-Unis étant de savoir quand et comment) une intervention « interaméricaine » à Cuba, ripostant soi-disant à « l'agression » cubaine, comme on « riposte » aujourd'hui à « l'agression » du Nord-Vietnam contre le Sud.

Les 30 ans de prison infligés à R. Debray ne sanctionnent pas ses activités. A travers lui, on visait « Che » Guevara. Cuba et les révolutionnaires qui doivent savoir de quel prix ils paieront désormais leur « rébellion ».

Il est vrai, comme le dit R. Debray lui-même dans *Le Nouvel Observateur* (1), que sans l'intervention massive de l'opinion publique, il eût probablement été exécuté. Il est vrai que cette publicité fut souvent, comme il le dit lui-même, « lamentable », manœuvrière, et de « mauvais aloi ». Il est vrai que cette ambiguïté a gêné ceux qui considéraient la défense de R. Debray comme un acte politique au service de la révolution latino-américaine, il est vrai enfin que d'autres qui n'ont pas bénéficié d'une telle campagne sont morts, assassinés en silence et sans que jamais la presse bourgeoise s'en soit préoccupé. Il est vrai que les organisateurs du meeting pour Debray, à Paris, se sont refusés à dire

un mot des leaders ouvriers boliviens (dont nos camarades) alors en camp de concentration. La presse bourgeoise s'est saisie du « cas » Debray pour en châtier (tout en le discréditant) la portée politique.

La gauche révolutionnaire, solidaire de Cuba et des guérillas d'Amérique latine doit retourner cette campagne contre les bien-pensants. Le jeu est truqué : il faut l'abattre.

A travers Debray, qui revendique la responsabilité de la guérilla, il faut mettre en lumière l'assassinat de « Che », la misère des paysans latino-américains, les « disparitions » subites, les pseudo-suicides, la répression féroce, et l'ingérence continue de cette puissance étrangère que sont les U.S.A. Il faut dénoncer les trahisons d'où qu'elle viennent, et soutenir ceux qui, comme Douglas Bravo, au Venezuela, Hugo Blanco et Hector Bejar au Pérou, et bien d'autres, combattent pour le socialisme. Régis Debray a dit net-

tament que s'il existait en France un comité pour sa défense, il devait s'élargir en comité pour le soutien à la révolution latino-américaine : sur cette base se distingueront ceux qui respectent la volonté d'un militant tombé dans l'action et ceux qui l'utilisent à des fins douteuses.

(1) Nous n'avions pas encore connaissance de cet article de Régis Debray quand est paru notre dernier numéro. Régis Debray y démontre la machination des rumeurs de son échange contre des anticastroïstes détenus à Cuba. Notre rédacteur en a été lui-même victime. Nous nous devons d'en faire l'autocritique. Même si, maintenant, Barrientos cherchait à réaliser un tel échange, ce serait pour se sortir du guépier de mensonges où il s'est fourvoyé. En fait, c'est le gouvernement français qui devrait exiger la libération de Debray sur la base du scandale judiciaire que constitue son pseudo-procès.

## Bolivie : LES CHAROIGNARDS

TOUT le monde des opprimés et exploités a vibré en apprenant la mort de « Che » Guevara : le coup était dur, mais la jeunesse y puise des forces pour mener plus vigoureusement le combat contre le capitalisme. Les manifestations se multiplient pour célébrer la mémoire de « Che » et pour poursuivre sa lutte.

Mais, un cadavre, c'est aussi une aubaine pour les charoignards, et le monde n'en est pas dépourvu. Le spectacle des « gorilles » boliviens au service de Washington est on ne peut plus édifiant. On a trouvé un « Journal » de « Che » : c'est pour ces « gorilles » une occasion de le vendre au plus offrant. En principe, la loi militaire veut qu'on fusille ceux qui pillent les cadavres sur les champs de bataille.

Les charoignards à la Barrientos ne sont peut-être pas les pires. On les connaît, et ils ne s'enveloppent pas dans le drapeau du socialisme. Il y en a d'autres, élevés à l'école du stalinisme, qui n'ont pas attendu que le corps de « Che » soit refroidi pour tenter la plus ignoble des opérations politiques. Des « communistes » argentins et chiliens, partisans de la « coexistence pacifique » ont, au lendemain même de la mort de « Che », trouvé place pour leurs articles dans la *Pravda* et d'autres organes stalinien afin de combattre l'OLAS et la direction cubaine. Ces gens, qui n'ont jamais tiré d'autres leçons des lourdes défaites provoquées par leur politique des « voies parlementaires et pacifiques » au Brésil, en Indonésie, en Grèce et ailleurs que pour mieux persévérer dans le pire crétinisme parlementaire, s'efforcent de profiter du coup subi par les guérillas en Bolivie pour s'attaquer aux tendances révolutionnaires et à la direction castriste en Amérique latine et ailleurs.

A cet effet, on a mobilisé d'une part un des secrétaires du P.C. bolivien pro-Moscou, Jorge Kalle, dans une interview parue dans le quotidien stalinien du Chili *El Siglo*, reprise par *l'Humanité* et *l'Unità* ; et d'autre part, la direction du P.C.F. a envoyé en Amérique latine un membre de son C.C., J. Arnault, « spécialiste » des questions coloniales, auteur d'un livre *Du colonialisme au socialisme*, dans lequel il se livre à une falsification éhontée du premier Congrès de l'Internationale communiste pour combattre Trotsky (1).

### Arnault : Candide ou Tartuffe ?

A tout seigneur tout honneur. Commençons donc par Arnault. Il se présente d'une façon qui se veut innocente. « L'Européen que je suis, frais arrivé en Amérique latine, ne comprend pas... J'ignorais que, de 1952 à 1954, le gouvernement Estenssoro avait procédé à certaines réformes... Je ne saurais dire... » C'est là un truc journalistique qui s'avère d'autant plus répugnant qu'il sert à faire passer une marchandise réactionnaire.

Le fond de sa démonstration est que le choix de la Bolivie pour la guérilla ne se comprend pas. Pourquoi ? Il est allé en Bolivie en passant par Cuzco, au Pérou, et voici ses réflexions : « Passant la frontière entre le Pérou et la Bolivie, le changement est évident : la préférence du vêtement, le port fréquent de chaussures, l'organisation de l'habitat paysan (au Pérou les villages indiens paraissent des pustules de la terre), un air de dignité indienne donnent le sentiment de se trouver en face d'une population mieux intégrée à la société bolivienne [souligné par J.A.]. Dans les rues de La Paz, l'Indien ne semble pas rôder ; il est chez lui. »

Nous avons déjà mentionné les réformes de Paz Estenssoro qu'il ignorait. Il ignore aussi qu'Estenssoro et Siles ont largement compromis ces réformes, préparant le terrain pour Barrientos (à propos, ce nom n'est pas même mentionné une fois dans l'article où il n'y a qu'une allusion à « l'intervention des Etats-Unis qui faciliteront le coup de force militaire », mais selon lui les paysans ne se sont pas sentis frustrés).

Il est venu en toute bonne foi, et il a trouvé en Bolivie « un sentiment national » qui a — écoutez ! — « autant de force que le nationalisme français du début du siècle réclamant son Alsace-Lorraine. » (Ce n'est pas moi mais lui qui souligne).

Il a vu aussi que « les jeunes officiers sont généralement issus de milieux modestes ; l'armée participe aux travaux d'intérêt général dans les régions rurales ».

Alors, « devant tant d'éléments défavorables, on s'interroge... sur les raisons du choix de « Che » Guevara. » L'article s'intitule « Pourquoi « Che » Guevara est-il venu mourir en Bolivie ? », ce qui témoigne plus qu'il n'en faut sur les sentiments de cet « envoyé spécial » de *l'Humanité*.

« La question centrale demeure : pourquoi la Bolivie ? », répète-t-il vers la fin de son article. Ce n'est pas pour dire qu'il y aurait d'autres pays d'Amérique latine où la lutte armée aurait été plus indiquée que la Bolivie. S'il s'était placé sur un tel plan, nous aurions pu discuter, même si nous pensions différemment. Mais il pose cette question pour insinuer « une autre hypothèse » qui classe le personnage dans la catégorie des pires fripouilles. Il faut encore le citer : « Le 3 janvier dernier, parlant de « Che » Guevara, Fidel Castro l'avait comparé à l'oiseau Phénix qui, perpétuellement, renaît de ses cendres. Cet oiseau Phénix, pourquoi ne parviendrait-on pas à le faire passer quelque part ? et là, à le tuer ? « Che » Guevara aurait été victime d'un vaste complot. »

Complot de qui ? L'insinuation suffit pour ce greffier. Il a des amis qui se chargeront du reste.

### Le double langage de J. Kalle

Notons que, dans l'article de J. Arnault, il n'est pas une seule fois question du Parti communiste bolivien pro-Moscou (2). Sur ce point, c'est Jorge Kalle qui a la parole. Pour celui-ci, « la révolution ne peut être qu'un phénomène essentiellement national : c'est là notre position de principe qui n'est pas un secret. » Il nous apprend ailleurs qu'en ce qui concerne « les leçons de cette expérience [il s'agit de ce qu'il appelle le « résultat négatif de la guérilla »] nul n'est plus qualifié et plus autorisé pour cela, dans chaque cas, que les partis communistes et leurs dirigeants. »

La révolution, une affaire nationale ? Ce n'est pas l'avis de la contre-révolution qui, en Bolivie, étaient aux rets verts du Pentagone qui, en Bolivie, étaient aux côtés des « gorilles », on pourrait dire qui les commandaient. En fait, par ces mots, Kalle vise avant tout les Cubains, il reprend d'une autre façon les propos d'Arnault selon lesquels la guérilla était une affaire étrangère à la Bolivie. Kalle demande pour la direction du P.C. bolivien, comme pour toute direction de Parti communiste, un droit d'aïnesse : elle seule est qualifiée, autorisée pour décider de la politique à suivre. De quel droit ?

Qu'à donc fait le P.C. bolivien à propos des guérillas ? Il les a, dit Kalle « soutenues dans toute la mesure de ses moyens, sans y participer de façon organique. C'est un noyau de nos militants qui a participé aux actions armées, en dehors des organisations du Parti. »

La duplicité stalinienne se révèle sans limite dans ce passage. En quoi a consisté le soutien dans toute la mesure des moyens ? Si le P.C. n'y a pas participé de façon organique, pourquoi des membres du Parti ont-ils participé aux actions armées en dehors des organisations du Parti ? On pourrait être dans l'embarras à ce sujet, si nous ne savions par d'autres sources que les membres du Parti qui ont participé aux actions armées ou qui ont aidé les guérillas ont eu à le faire à l'insu de la direction du Parti. Plus exactement, le tableau apparaît comme suit : La direction du P.C. bolivien avait participé à la conférence de la Tricontinentale, en janvier 1966 à La Havane, et voté la une résolution qui donnait satisfaction aux Cubains. Mais, quand il s'est agi de passer aux actes, tout comme la direction du P.C. vénézuélien, elle a tourné cassaque et a manifesté son hostilité aux moyens révolutionnaires, forçant entre autres ceux de ses militants qui étaient en faveur des guérillas à agir clandestinement dans leur parti. Il est probable qu'il y a eu à ce sujet des fuites. On peut être à peu près certain que les partisans des « voies démocrati-

ques » n'ont pas pris de précautions pour aider ceux qui préparaient les voies révolutionnaires.

Il n'est pas question pour nous de discuter les des erreurs possibles des guérillas — si elles étaient isolées et pour quel, etc — avec des gens qui agissent comme des contre-révolutionnaires. On ne peut le faire qu'avec des défenseurs réels des combattants. Non seulement Kalle ne dit pas qu'il faut maintenant soutenir ceux qui continuent la lutte — il n'a pas un mot pour cela — mais il préconise une politique « d'accumulation des forces », (on sait ce que cela veut dire en l'occurrence), de « rendre possible la formation d'un front populaire », etc. Tout ce verbiage ne cache même pas l'abandon des guérilleros.

D'ailleurs, pour qu'il n'y ait pas la moindre erreur, et mettant un peu les points sur les i quant au « complot » imaginé par Arnault, Kalle déclare :

« On peut prévoir qu'à l'échelle continentale se manifesteront deux tendances, deux courants, parallèlement à l'action du mouvement communiste ou contre lui. D'une part, le développement de mouvements armés du type guérillero ; d'autre part, et sans aucun doute, l'action réactionnaire commandée par la C.I.A., essayant de monter des provocations et d'établir les responsabilités pour décapiter le mouvement révolutionnaire. »

Comme, selon Kalle et ses acolytes, seules les directions des Partis communistes ont qualité pour déterminer la politique à suivre, comme elles ne voient jamais la nécessité de la voie de la lutte armée, la conclusion est simple, les guérillas seront manœuvrées par la C.I.A. pour décapiter le mouvement révolutionnaire.

On le voit, les stalinien, comme les Bourbons n'ont rien appris ni rien oublié. Qui trouble leur politique de « coexistence pacifique », qui songe à lutter par des moyens révolutionnaires est soit un agent de la C.I.A., soit un nigaud manœuvré par elle. Malheureusement pour ces messieurs, on n'est plus au temps où les mensonges de Staline passaient pour argent comptant. La lutte au Vietnam dévoile de plus en plus le caractère de la politique du Kremlin et de ceux qui la soutiennent dans le monde. La guérilla en Bolivie n'est pas morte malgré les coups qu'elle vient de recevoir. La guérilla est le moyen nécessaire de la lutte à présent en Bolivie (3). Les infamies des Kalle et autres Arnault, loin de trouver un écho, contribueront à mieux faire la lumière sur la politique de « coexistence pacifique », une politique qui a abandonné les guérillas et qui cherche à tirer profit de cette trahison pour vanter les « voies démocratiques et parlementaires ».

Pierre FRANK.

(1) Le 1er Congrès de l'I.C., en mars 1919, adopta un « Manifeste aux prolétaires du monde entier » axé sur la lutte révolutionnaire pour le pouvoir prolétarien. Ce manifeste déclare : « Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie, l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance. » Ce manifeste, écrit par Trotsky, fut adopté par tout le Congrès, et entre autres par Lénine qui prononça le discours de clôture. Dans son livre, Arnault ne parle pas d'un « manifeste » pour l'action immédiate, il est question de « thèses » adoptées sous l'influence de Trotsky qui subordonnent la lutte dans les colonies à la victoire du socialisme en Europe. Les Arnault de l'époque trouvèrent fermée la porte de l'Internationale communiste.

(2) Le PC pro-Pékin de Bolivie ne pouvait rester silencieux sur les guérillas. Il a pris formellement leur défense, mais sans rien faire d'effectif. On ne saurait passer sous silence qu'à Pékin, on a fait le silence sur la polémique entre Castro et le PC du Venezuela, sur le message de Guevara, sur la conférence de l'OLAS, tandis qu'on y laissait publier un bulletin d'un Noir des Etats-Unis, réfugié là après avoir été à Cuba, plein de fiel et d'attaques calomnieuses contre la direction cubaine. Enfin, on ne pourra oublier qu'à Pékin, on n'a pas dit un mot à propos de la mort de Che Guevara.

(3) Nous renvoyons nos lecteurs à une lettre de La Paz qui paraîtra dans le N° 32 de la revue *Quatrième Internationale* et qui apporte des informations très précises sur la situation en Bolivie, sur l'inévitabilité du développement de la lutte de guérillas, et sur la position des diverses formations politiques boliviennes, en particulier le Parti communiste pro-Moscou.